



La croissance de l'activité des PME françaises se consolide en 2017

Le dynamisme des PME françaises s'est confirmé en 2017, avec une croissance du chiffre d'affaires en hausse pour la troisième année consécutive.

Ce gain de croissance a permis une hausse de la rentabilité et un renforcement des capitaux propres.

Il a également favorisé la croissance du revenu global (qui inclut tous les revenus, d'exploitation et hors exploitation) au profit de l'ensemble des bénéficiaires, hormis les prêteurs pénalisés par la faiblesse des taux d'intérêt.

L'investissement augmente dans tous les secteurs à l'exception de celui du commerce, où il se contracte.

Maiïté GRAIGNON
Direction des Entreprises
Observatoire des entreprises

Codes JEL
E22, E23,
G30, G33, L25

Remerciements à Franck Lemaire et Karelle Thiebot-Goget pour leur assistance.

+ 4,6 %

la hausse du chiffre d'affaires des PME en 2017

22 %

le taux de marge des PME

14,6 %

le taux d'investissement des PME

Taux de croissance du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée

(en %)

— Chiffre d'affaires
— Valeur ajoutée



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).



1 L'activité des PME se renforce en 2017

Une croissance plus forte du chiffre d'affaires dans les principaux secteurs

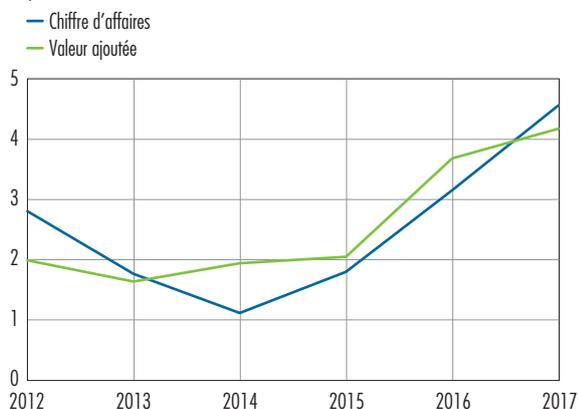
En 2017, la croissance du chiffre d'affaires des PME s'accélère pour atteindre + 4,6%, en hausse continue depuis 2014. De même, la valeur ajoutée (VA) progresse de 4,2%, contre 3,7% en 2016 (cf. tableau 1). Le taux de croissance du chiffre d'affaires des PME poursuit une

tendance de forte hausse entraînant celui de la valeur ajoutée dans une moindre mesure.

Le taux d'exportation¹ de l'ensemble des PME est relativement stable depuis 2005, proche de 10%. Les PME filiales de sociétés étrangères sont, par nature, plus tournées vers l'extérieur et réalisent plus du quart de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

Des besoins de financement toujours en progression

G1 Taux de croissance du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée (en %)



Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

Entraînés par l'activité, les besoins en fonds de roulement (BFR) progressent en 2017 de 6,3% soit plus vite que le chiffre d'affaires (cf. tableau 2). Cette différence est imputable à l'alourdissement du besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE²), alors que le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) évolue moins rapidement que le chiffre d'affaires, montrant une certaine maîtrise de l'entreprise dans la gestion du décalage entre l'encaissement des fonds liés à l'exploitation, et leur décaissement. Une partie de cet écart entre BFRE et BFRHE peut être dû à l'affacturage, qui réduit le montant des créances à recevoir et crée des charges financières, d'autres charges financières étant aussi générées par le recours au crédit-bail.

T1 Chiffre d'affaires et valeur ajoutée, par secteur d'activité

(en %)

	Répartition	Chiffre d'affaires				Valeur ajoutée			
		Taux de croissance				Taux de croissance			
		2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016
Ensemble des PME	100,0	1,1	1,8	3,1	4,6	1,9	2,0	3,7	4,2
dont principaux secteurs :									
Industrie manufacturière	17,8	1,8	1,7	2,8	4,4	2,2	1,6	3,5	3,6
Construction	11,2	0,4	-0,8	2,6	5,6	0,1	-0,9	2,1	4,5
Commerce	47,0	0,1	1,6	2,8	3,8	1,5	1,9	3,4	3,3
Transports et entreposage	4,1	2,5	1,9	2,1	5,5	3,9	2,9	3,7	3,8
Conseils et services aux entreprises	8,1	3,3	5,0	6,2	6,4	2,7	4,3	5,4	5,8

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Les variations sont calculées sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN pour deux exercices consécutifs (population cylindrée). Les entrées et sorties de l'échantillon dues à des absorptions, des défaillances ou des créations d'entreprises ne sont donc pas prises en compte. La taille et le secteur retenus sont ceux de l'année N-1, quelle que soit la situation de l'entreprise en N.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

¹ Taux d'exportation : exportations/chiffre d'affaires.

² BFRHE signifie besoin en fonds de roulement hors exploitation. Il correspond aux charges et produits financiers et exceptionnels.



T2 BFRE et BFR des PME, par secteur d'activité

(en %)

	Besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE)					Besoin en fonds de roulement (BFR)				
	Répartition		Taux de croissance			Taux de croissance				
	2017	2014	2015	2016	2017	2014	2015	2016	2017	
Ensemble des PME	100,0	3,4	2,5	5,2	4,5	7,2	2,1	5,2	6,3	
dont principaux secteurs :										
Industrie manufacturière	32,4	3,3	2,7	5,3	5,0	4,3	2,9	5,2	5,5	
Construction	10,7	5,3	0,4	1,0	6,0	10,3	0,7	1,2	7,1	
Commerce	41,0	5,2	3,6	4,6	4,2	7,9	4,4	4,0	5,2	
Transports et entreposage	8,4	6,6	- 10,0	23,0	4,9	18,7	- 1,3	21,5	4,6	
Conseils et services aux entreprises	4,0	- 4,1	- 1,9	26,7	5,9	26,2	- 15,0	36,4	14,4	

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Les BFR sont des soldes dont les taux de croissance peuvent être erratiques. Voir aussi note en tableau 1.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

2 Le taux de marge se stabilise

En tant qu'indicateur de la bonne santé des entreprises, le taux de marge, rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) sur la valeur ajoutée (VA), traduit ce que l'entreprise dégage pour son propre compte après déduction des charges courantes liées à l'exploitation.

Ce taux de marge se stabilise à 22% en raison d'un EBE et d'une VA qui augmentent dans les mêmes proportions, à savoir respectivement de 4,1% et 4,2%³. Cette stabilité reflète ainsi une hausse de la masse salariale à un rythme comparable (+ 4,3%) à celui de la VA, confortant la part de la richesse attribuée aux salariés.

Le dynamisme de l'activité des PME génère une progression continue des charges de personnel et notamment un

T3 De la valeur ajoutée à l'excédent brut d'exploitation

(taux de croissance en %)

	Ensemble des PME			
	2014	2015	2016	2017
Valeur ajoutée	1,9	2,0	3,7	4,2
Charges de personnel	2,0	2,3	3,8	4,3
<i>dont charges de personnel extérieur</i>	4,5	5,2	8,8	12,1
Impôts à la production	- 1,4	- 3,8	2,4	3,3
Excédent brut d'exploitation	2,5	1,9	3,9	4,1

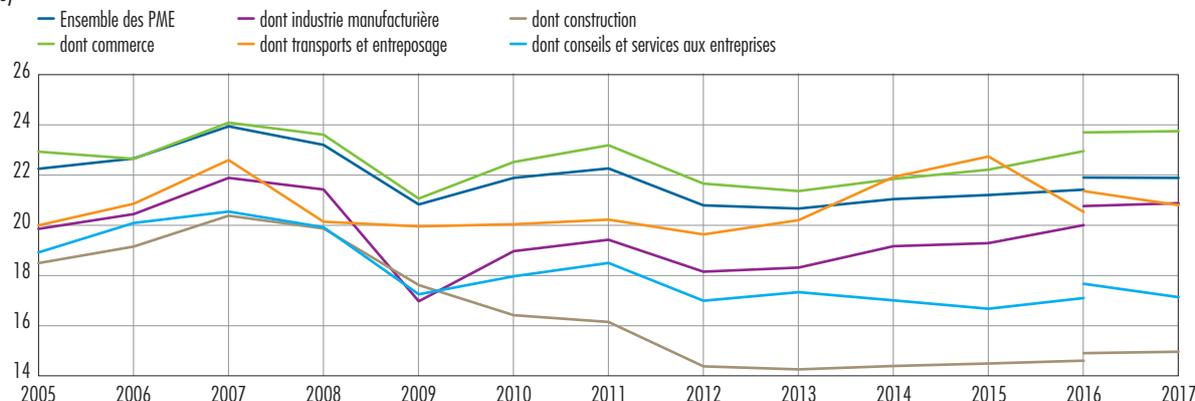
Champ, note et source : Cf. tableau 1.

plus fort recours au personnel extérieur (+ 12,1% en 2017). Il s'accompagne également d'une hausse continue des impôts à la production depuis deux ans.

Le niveau du taux de marge moyen masque des disparités entre secteurs, avec un taux de 15,0% pour la construction et de 23,8% pour le commerce (cf. graphique 2).

G2 Taux de marge, par secteur d'activité

(en %)



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Pour l'année 2017, les variations sont calculées sur un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN à la fois en 2016 et 2017 (population cylindrée). La taille et le secteur retenus sont ceux de 2016, quelle que soit la situation de l'entreprise en 2017.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

3 L'échantillon partiel de PME utilisé ici pour l'étude de la situation en 2017 montre des taux de marge peu différents de ceux de l'ensemble des PME de l'échantillon FIBEN utilisé sur les années antérieures (cf. graphique 2).



3 Des rentabilités qui s'améliorent

La rentabilité économique (cf. graphique 3a), qui mesure l'efficacité de l'appareil productif des PME en rapportant l'excédent net d'exploitation au capital d'exploitation (l'actif économique), s'inscrit à 7,9%, contre 7,7% en 2016. Elle est plus élevée dans les PME multi-unités légales, à 8,4% en 2017, contre 8,1% en 2016⁴.

La rentabilité financière mesure la rentabilité des capitaux investis par les actionnaires, en rapportant la

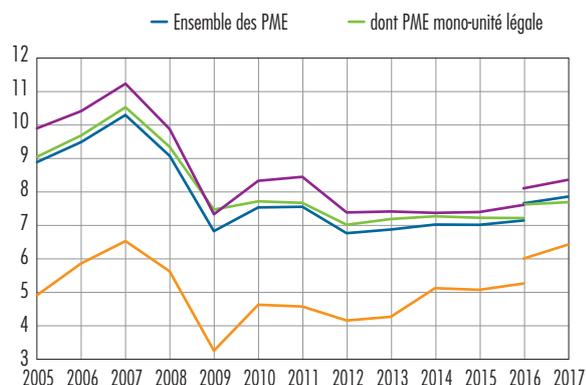
capacité d'autofinancement aux capitaux propres. La rentabilité financière des PME ne progresse que très légèrement à 9,3% en 2017 (contre 9,2% en 2016), en raison du renforcement des capitaux propres.

La rentabilité financière des PME filiales de sociétés étrangères est à son plus haut niveau depuis la crise (+ 7,1%), et a dépassé son niveau d'avant crise (5,8% en 2006). Elle progresse fortement depuis 2016 et influe sur la hausse de la rentabilité de l'ensemble des PME.

G3 Rentabilités

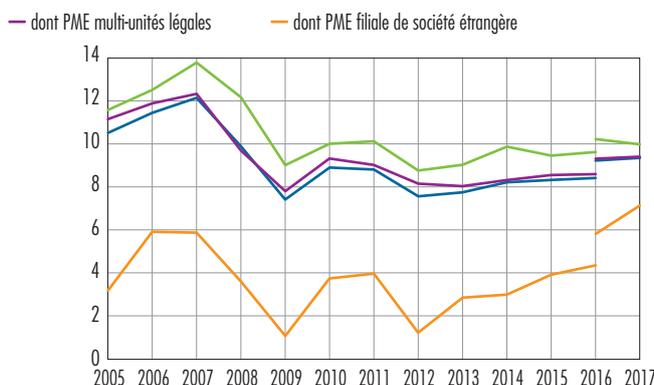
a) économique

(excédent net d'exploitation/capital d'exploitation en %)



b) financière

(capacité nette d'autofinancement/capitaux propres en %)



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

ENCADRÉ

La baisse du rendement du capital d'exploitation des PME depuis 2008

Le rendement de la main d'œuvre, ou productivité (VA/effectifs) pour l'ensemble des entreprises françaises est en hausse continue depuis vingt ans ; de l'ordre de 51 600 euros en 1996, il s'inscrit à 77 500 euros en 2017. Celui de la main d'œuvre des PME passe de 42 900 à 67 400 euros entre 1996 et 2017.

Le rendement du capital d'exploitation – VA/(immobilisations d'exploitation + BFRE) – des PME s'inscrit en repli à 52,8% en 2017, contre 55,9% en 1996. Il recule pour l'ensemble des entreprises à 33,8% en 2017, contre 41,9% en 1996.

Le rendement de la main d'œuvre n'a cessé de progresser depuis 1996, malgré une baisse en 2011, à la différence du rendement du capital d'exploitation qui a chuté lors de la crise de 2008 et suit une tendance baissière depuis.

.../...

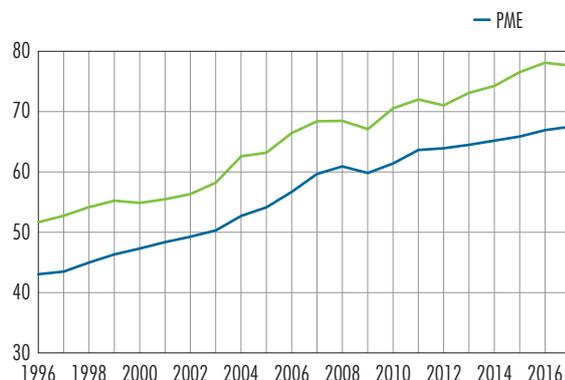
4 Cf. annexe 2 pour la définition des PME multi-unités légales.



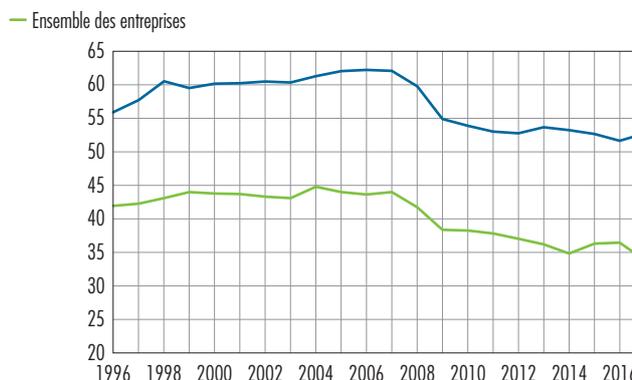
Le rendement de la main d'œuvre mesure la capacité des salariés d'une entreprise à créer de la richesse. De nombreux facteurs peuvent expliquer la progression observée depuis 1996, comme une élévation du niveau de qualification des salariés, une plus grande productivité acquise par l'expérience, une meilleure maîtrise des nouveaux outils, numériques notamment. Par ailleurs, le rendement du capital d'exploitation mesure la capacité d'une entreprise à mobiliser son appareil productif pour engendrer de la richesse. Une baisse prolongée de cet indicateur pourrait alors traduire une obsolescence des équipements ou un retard d'investissement pouvant pénaliser l'entreprise sur le long terme.

Rendements

Ga) de la main d'œuvre (valeur ajoutée/effectifs)
(en milliers d'euros)



Gb) du capital d'exploitation (valeur ajoutée/capital d'exploitation)
(en %)



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

4 Le redressement du revenu global se poursuit depuis 2014

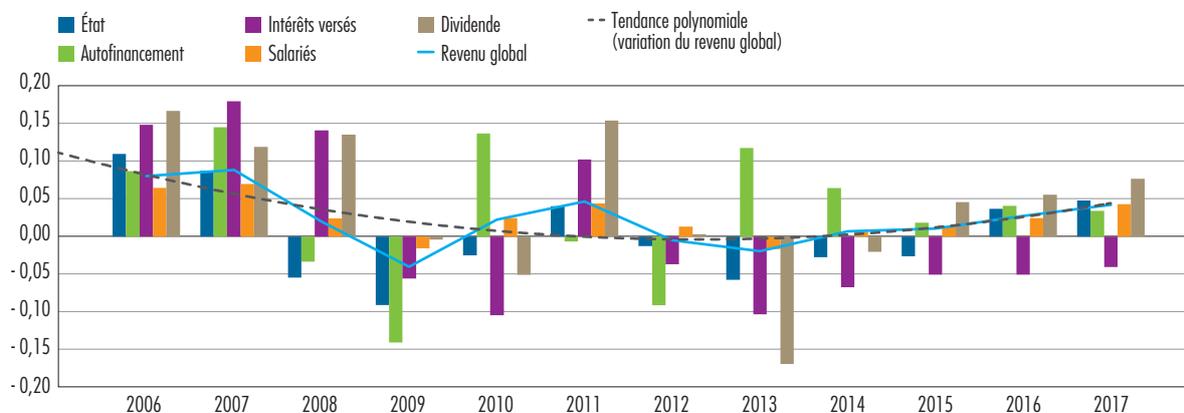
prêteurs (cf. graphique 4) ⁵. En effet, les faibles taux d'intérêt ont provoqué la réduction des intérêts versés aux prêteurs.

Comme en 2016, la répartition de cette richesse produite par les PME en 2017 profite à tous les bénéficiaires, hormis les

La richesse produite profite aux salaires dans l'ensemble des PME (cf. graphique 5a).

G4 Variation de la répartition du revenu global

(en %)



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

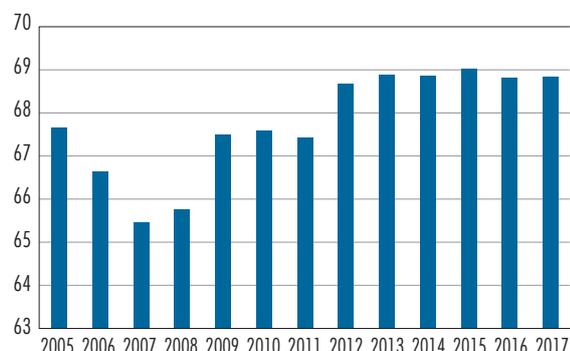
⁵ Le revenu global de l'entreprise inclut l'ensemble de ses revenus, d'exploitation et hors exploitation. Il se définit comme : valeur ajoutée + subventions d'exploitation + charges à répartir + autres produits d'exploitation - autres charges d'exploitation + opérations hors exploitation. Une part de ce revenu est conservée par l'entreprise (autofinancement) et le reste est distribué aux salariés, aux actionnaires, aux prêteurs et à l'État.



G5 Part du revenu global consacrée

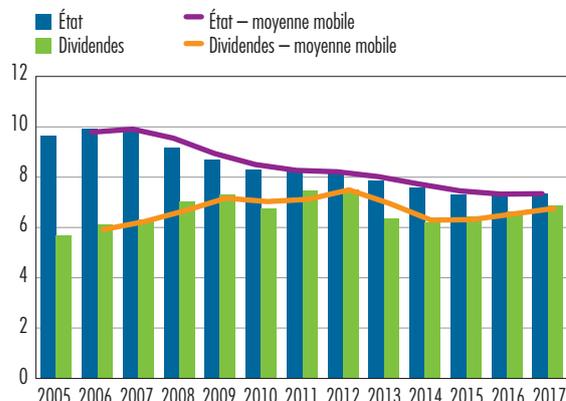
(en %)

a) aux charges de personnel



Champ, note et source : Cf. tableau 1.

b) aux impôts et aux dividendes



5 L'investissement progresse dans tous les secteurs hors commerce de détail

La quasi-stabilité de l'investissement global observé en 2017 résulte d'une forte disparité selon les secteurs. Avec un poids comparable dans le total de l'investissement des PME (respectivement 20% et 19%, cf. tableau 4), l'industrie manufacturière et le commerce enregistrent des évolutions contraires (cf. tableau 4).

L'industrie relance ses investissements, en hausse de 4,3%, et le commerce les réduit fortement, de l'ordre de - 8,2%, notamment dans le commerce de détail.

Les secteurs de la construction et des transports poursuivent leurs efforts sur une forte tendance haussière (+ 5,0% et + 7,4%).

Le taux d'investissement d'exploitation (investissements d'exploitation ⁶/VA) est quasi stable (14,6%) en 2017 par rapport à 2016 (15,3%), compte tenu de la forte hausse de la valeur ajoutée.

6 Les PME renforcent leur structure financière

Les capitaux propres sont en progression de 6,9% en 2017. Cette croissance des capitaux propres depuis

T4 Évolution de l'investissement des PME (2010-2017)

(en %)

	Répartition				Variations				
	2017	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Ensemble des PME	100,0	- 10,9	5,6	- 14,0	- 9,7	- 3,4	- 4,0	1,7	- 0,3
dont principaux secteurs :									
Industrie manufacturière	20,0	- 3,5	8,7	- 4,4	- 6,8	8,9	0,0	4,4	4,3
Construction	8,3	- 15,0	5,5	- 8,1	- 11,2	- 4,0	- 6,1	11,0	5,0
Commerce	19,1	- 8,8	- 2,4	- 14,0	- 14,7	- 4,7	- 5,8	0,3	- 8,2
Transports et entreposage	9,1	- 17,0	3,2	- 1,0	- 7,0	0,8	4,4	10,0	7,4
Conseils et services aux entreprises	11,3	- 16,6	16,0	- 11,3	3,5	- 9,3	- 0,8	10,6	9,9

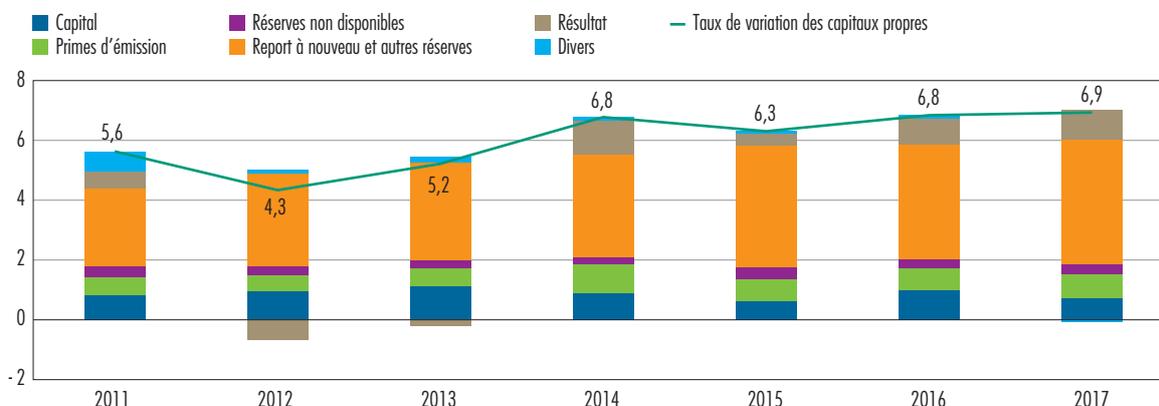
Champ, note et source : Cf. tableau 1.

⁶ Les investissements d'exploitation comprennent les investissements corporels et incorporels ainsi que les acquisitions d'immobilisations par crédit-bail.



G6 Répartition des capitaux propres

(en %)



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Le poste « Divers » comprend les subventions d'investissement, les provisions réglementées et les écarts de réévaluation. Voir aussi note en tableau 1.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

trois ans est alimentée par la contribution des résultats, 2,5 fois plus élevés en 2017 qu'en 2015. Cette évolution n'est que marginalement impactée par la chute des subventions d'investissement, qu'on observe en 2017 pour la première fois en sept ans (cf. graphique 6).

Les capitaux propres représentent en 2017 plus de 43% du total des ressources ⁷ pour l'ensemble des PME, contre 42% en 2016.

Cette progression d'un point de pourcentage en 2017 est homogène pour toutes les catégories de PME avec 40%, contre 39% en 2016 pour les mono-unités, et 47%, contre 46%, pour les multi-unités. Les mono-unités ont une structure moins solide que les multi-unités mais suivent leur tendance.

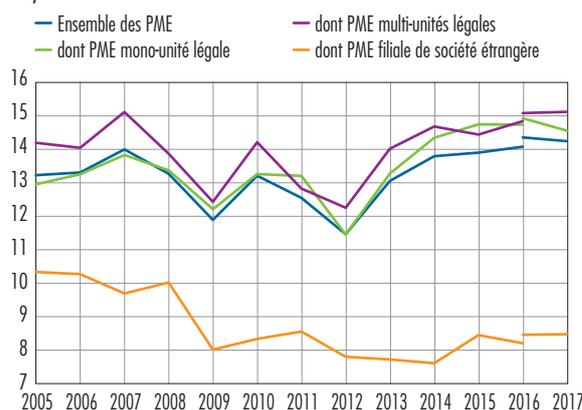
7 Le taux d'épargne progresse et la part de l'endettement bancaire diminue

Le taux d'épargne (autofinancement/revenu global) s'est redressé depuis 2012 et s'est stabilisé en 2017. Grâce à la progression de l'autofinancement sensiblement

égale à celle du revenu global, le taux d'épargne reste stable à un niveau élevé, au-dessus de 14,2%, son plus haut niveau depuis 2007.

G7 Taux d'épargne

(en %)



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Les courbes entre 2016 et 2017 correspondent aux données de l'échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN pour deux exercices consécutifs (population cylindrée).

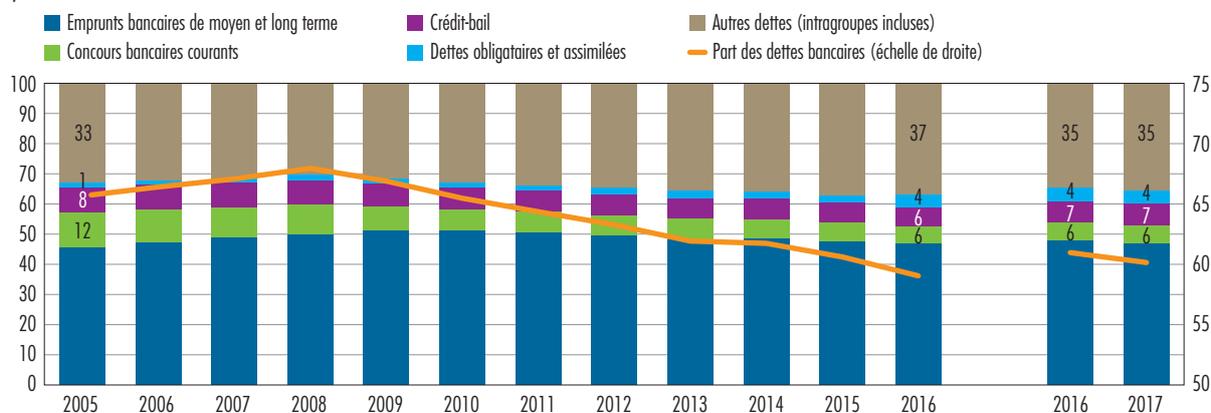
Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

⁷ Les ressources s'entendent comme la somme du financement propre (capitaux propres, amortissements et provisions) et de l'endettement financier.



G8 Composantes de l'endettement des PME

(en %)



Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Les deux colonnes situées à droite de l'histogramme représentent un échantillon de PME dont les bilans sont présents dans FIBEN à la fois en 2016 et 2017 (population cylindrée). Les autres dettes comprennent les avances conditionnées, les emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) et l'endettement auprès du groupe et associés à moins d'un an.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

Les PME affichent donc une situation financière renforcée qui s'accompagne d'une restructuration de leur endettement avec, même si elle demeure majoritaire (60,2% en 2017), une réduction de la part de leurs dettes bancaires au profit de celle des autres catégories de dettes.

T5 Évolution de l'endettement financier, par composante

(en %)

	2014	2015	2016	2017
Dettes obligataires et assimilées ^{a)}	3,8	2,7	1,9	0,9
Dettes bancaires, dont :	-2,3	-1,7	0,2	0,2
emprunts bancaires	-2,1	-1,7	0,1	-0,4
engagements de crédit-bail	-2,5	-2,6	1,3	3,1
concours bancaires courants	-3,2	-0,3	-0,1	1,2
Affacturation	6,7	7,2	8,2	16,8

a) Les dettes obligataires et assimilées s'entendent des emprunts obligataires convertibles, des autres emprunts obligataires et des produits des émissions de titres participatifs.

Sources : Banque de France, base FIBEN (juin 2018) – dettes – et Centrale des risques – affacturation.



Annexe 1

Les données FIBEN

La base des comptes sociaux

Les comptes sociaux sont collectés via les succursales de la Banque de France. Les unités concernées représentent un tiers des sociétés imposées au bénéfice industriel et commercial ou au bénéfice réel normal (BIC-BRN). La collecte couvre toutes les entreprises exerçant leur activité sur le territoire français et dont le chiffre d'affaires excède 750 000 euros. Le taux de couverture en termes d'effectifs dépasse 75% dans la plupart des secteurs et 80% dans le commerce et l'industrie.

Champ retenu pour l'analyse des comptes sociaux

Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs NAF « KZ » (activités financières, hors *holdings*) et « O » (administration).

Les principaux ratios utilisés

La méthode d'analyse financière et la définition des ratios utilisés est disponible sous le lien suivant : https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2018/01/23/methodologie_se_2016.docx.pdf

Les liens financiers

La Banque de France recense les liens financiers et suit le pourcentage de détention du capital par d'autres entreprises, selon que le détenteur est lui-même une société non financière (y compris *holdings*), une institution financière (banques, OPCVM, sociétés d'assurance), une personne physique (particuliers ou salariés), l'État ou encore une entreprise non résidente. Une distinction est opérée entre les entreprises indépendantes et celles appartenant à un groupe, petit ou grand.

La Centrale des risques

La Centrale des risques recense chaque mois les crédits consentis par les établissements de crédit à chacun de leurs clients au-delà d'un seuil de référence (25 000 euros depuis janvier 2006). Les encours recensés sont regroupés en « crédits mobilisés » (les concours utilisés) et « crédits mobilisables » (les concours disponibles). Les crédits mobilisés comprennent : les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés.



Annexe 2

La définition des PME dans FIBEN

Attribution des tailles et des secteurs d'activité pour l'analyse des comptes sociaux des PME

Le décret d'application de la loi de modernisation de l'économie (LME) de décembre 2008 définit la notion statistique d'entreprise¹. Il précise, dans la continuité des définitions de la Commission européenne, les catégories de tailles d'entreprises et les critères permettant de les déterminer. Ces derniers sont au nombre de quatre : les effectifs, le chiffre d'affaires (CA), le total de bilan des unités légales, et les liens financiers les reliant. Les trois premiers critères sont appréciés pour chaque « entreprise », entendue comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services, jouissant d'une certaine autonomie de décision (définie à partir des liens financiers). Sont pris en compte les liens financiers représentant une détention d'au moins 50% du capital d'une unité légale.

Les PME sont les entreprises de moins de 250 salariés, présentant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros. Ces PME peuvent être mono-unité légale ou se composer d'un ensemble d'unités légales dépendant d'une tête de groupe française ou étrangère. Lorsqu'une PME se compose de plusieurs unités légales (elle est alors qualifiée de PME « multi-unités légales »), les comptes sociaux des unités légales qui la composent sont agrégés pour définir l'« entreprise ».

Le **secteur d'activité** repose sur la nomenclature agrégée 2008, elle-même issue de la NAF rév. 2 définie par l'Insee. Dans le cas d'une entreprise multi-unités légales, le secteur est déterminé à partir d'un regroupement par secteur des unités légales. Le secteur retenu est celui des unités légales dont le poids dans l'entreprise est le plus important en termes de chiffre d'affaires, à condition que celui-ci excède 50%. Dans le cas contraire, le classement par secteur des différents « regroupements » d'unités légales est effectué sur le critère des effectifs, toujours à condition que le poids dépasse 50%. Sinon, on revient au classement par chiffre d'affaires, en retenant le secteur des unités dont la part est la plus forte.

Les **doubles comptes** ne sont pas neutralisés dans cette analyse. L'agrégation des comptes individuels d'unités légales induit en effet l'enregistrement de doubles comptes qui devraient être normalement retraités au niveau de chaque entreprise. Pour pouvoir être réalisé correctement, ce retraitement nécessiterait de disposer de tous les bilans de l'exercice 2017, ce qui n'est pas encore le cas au moment où l'étude PME est réalisée². Ces doubles comptes se rapportent notamment aux capitaux propres, à l'endettement financier et aux revenus ou charges financières intragroupe. Leur poids est néanmoins relativement limité dans le cas des PME, en raison du nombre limité d'unités légales constituant, en moyenne, l'entreprise.

¹ Cf. http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=AE22AD6AA9827C20CEBCA70F67427237.tpdjo01v_3?cidTexte=JORFTEXT000019961059&categorieLien=id

² Le lecteur pourra se reporter à l'étude annuelle réalisée en fin d'année pour l'ensemble des entreprises.



Annexe 3

Principales caractéristiques de l'échantillon étudié pour l'année 2017

Ta Poids économique des PME en 2017 sur la base des données disponibles début juillet 2018

(effectifs en milliers, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, endettement financier, endettement bancaire et capitaux propres en milliards d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales ^{a)}	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
Ensemble	137 259	251 756	2 811	653	199	175	105	265
PME mono-unité légale	85 588	85 588	1 134	246	77	55	39	76
PME multi-unités légales	46 064	150 704	1 469	331	102	95	58	164
PME étrangères	5 607	15 464	208	75	20	24	8	26
<i>dont principaux secteurs :</i>								
Industrie manufacturière	20 557	41 677	588	116	41	26	15	59
Construction	22 023	37 180	417	73	28	11	7	24
Commerce	54 068	89 238	788	307	54	41	26	79
Transports et entreposage	5 773	9 896	178	27	11	12	6	9
Conseils et services aux entreprises	13 990	28 351	357	53	26	14	7	26

Tb Répartition

(en %)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales ^{a)}	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
PME mono-unité légale	62	34	40	38	38	32	37	29
PME multi-unités légales	34	60	52	51	51	55	55	62
PME étrangères	4	6	7	12	10	14	8	10
<i>dont principaux secteurs :</i>								
Industrie manufacturière	15	17	21	18	21	15	15	22
Construction	16	15	15	11	14	6	6	9
Commerce	39	35	28	47	27	24	25	30
Transports et entreposage	4	4	6	4	5	7	6	4
Conseils et services aux entreprises	10	11	13	8	13	8	7	10

Tc Valeur moyenne de chaque catégorie de PME

(en nombre et milliers d'euros)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales ^{a)}	Effectifs permanents	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
Ensemble	137 259	1,8	21	4 758	1 452	1 274	766	1 931
PME mono-unité légale	85 588	1,0	13	2 877	895	645	452	884
PME multi-unités légales	46 064	3,3	32	7 193	2 219	2 073	1 261	3 555
PME étrangères	5 607	2,8	37	13 458	3 639	4 294	1 494	4 576

a) Le nombre d'unités légales correspond au nombre d'unités entrant dans le périmètre de la PME au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME), que l'on ait un bilan ou non dans FIBEN.

Champ : PME non financières définies au sens de la LME.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).



Annexe 4

Données comptables agrégées pour l'ensemble des PME (2016-2017)

Ta Compte de résultat agrégé pour l'ensemble des PME

(en % du chiffre d'affaires)

	2016	2017
Chiffre d'affaires	100,0	100,0
(+) Production stockée	0,1	0,1
(+) Production immobilisée	0,3	0,3
Production et vente de marchandises	100,4	100,4
(-) Coût d'achat des marchandises vendues	35,4	35,2
(-) Coût des matières consommées	11,9	12,1
(-) Achats et charges externes	22,4	22,6
Valeur ajoutée Banque de France	30,6	30,5
(+) Subventions d'exploitation	0,2	0,2
(-) Salaires, traitements et charges sociales	21,2	21,0
(-) Charges de personnel extérieur	1,3	1,4
(-) Impôts, taxes et versements assimilés	1,3	1,3
(+) Autres produits et charges d'exploitation	- 0,4	- 0,4
Excédent brut d'exploitation	6,7	6,7
Excédent net d'exploitation	4,4	4,5
Excédent brut d'exploitation	6,7	6,7
(+) Autres opérations hors exploitation	2,2	2,2
Excédent brut global	8,9	8,9
(-) Intérêts et charges assimilées	0,9	0,8
(-) Participation des salariés	0,1	0,1
(-) Impôt sur les bénéfices	1,1	1,1
Capacité d'autofinancement	6,8	6,9
(-) Dotations nettes aux amortissements et provisions	3,2	3,1
Capacité nette d'autofinancement	3,7	3,8
Résultat net comptable	4,2	4,4

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Échantillon cylindrique.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).



Tb Bilan fonctionnel pour l'ensemble des PME

(en % du total du bilan)

	Actif – Emplois	2016	2017
(1) Immobilisations incorporelles		8,9	8,7
(2) Immobilisations corporelles		39,9	39,6
(3) Biens financés par crédit-bail		2,6	2,5
(4) Autres actifs immobilisés		19,0	19,0
(=) Immobilisations		70,4	69,8
(1) Stocks		12,2	12,1
(2) Crédit interentreprises		3,2	3,2
(3) Autres créances et dettes d'exploitation		- 5,3	- 5,4
(=) BFRE		10,0	10,0
BFRHE		0,0	0,2
(1) Disponibilités		11,3	11,9
(2) Valeurs mobilières de placement		4,0	3,6
(3) Part à moins d'un an des créances sur le groupe et les associés		4,3	4,5
(=) Trésorerie à l'actif		19,6	20,0
	Passif – Ressources	2016	2017
Capitaux propres		42,1	42,9
Amortissements et provisions		28,7	28,9
(1) Obligations et assimilées		1,3	1,2
(2) Emprunts bancaires		14,0	13,3
(3) Crédit-bail		2,1	2,1
(4) Autres dettes		9,6	9,5
(=) Endettement stable		27,0	26,1
(1) Concours bancaires courants		1,7	1,6
(2) Part à moins d'un an du groupe et des associés		0,5	0,5
(=) Trésorerie de passif		2,2	2,2

Champ : PME non financières définies au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

Note : Échantillon cylindré.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2018).

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Caroline Corcy

Directeur de la publication

Gilles Vaysset

Réalisation

Studio Création

Rédaction en chef

Corinne Dauchy

Direction de la Communication

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

